

GLOBALISATION DES INÉGALITÉS ET PRODUCTION DE L'ÉTRANGER

Monique SELIM

« En 2016, les 1 % les plus riches détiendront plus de la moitié du patrimoine mondial. »

Le Figaro, 19 janvier 2016.

La globalisation économique, soit l'expansion du capitalisme dans sa version financiarisée, n'a pas induit une unification du monde sur d'autres plans loin de là : le constat peut être fait tous les jours de fragmentations, d'émiettements et de fractures sur la carte des pays. Les revendications identitaires, nationalitaires et religieuses se multiplient un peu partout sur le mode d'une réparation d'inégalités de plus en plus fortes et elles se fondent sur l'affirmation de différences de culture, de morale et d'origine. Les divisions se creusent, engendrant et nourrissant des partitions allophobes qui s'inscrivent à trois niveaux : les États se légitiment et consolident leur domination en focalisant les frustrations partagées sur des altérités négatives, accompagnées éventuellement de quotas d'expulsion, de promesses de déchéances de nationalité et de suppressions d'allocations de chômage ; corollairement, des mouvements collectifs, ouvertement xénophobes, explosent, s'acharnant sur ceux en qui ils ne veulent voir que des étrangers voleurs de travail et de richesse, qui se révéleraient de surcroît des violeurs de femmes. Enfin, dans l'arène globale, la lutte généralisée contre le terrorisme et la mise ne place d'états d'urgence achève la production d'un étranger radical, menaçant, à abattre. Aucun continent ne semble échapper à cette déclinaison des figures de l'étranger, qui s'articulent sur des modes internes et externes, puisant dans ce lien leur force. L'étranger intérieur (de même nationalité), l'étranger extérieur (d'une autre nationalité) et l'étranger

extrême et globalisé, qui constitue un risque absolu, incarné momentanément par l'islamisme politique, sont les trois états actuels de tableaux variables, complexes et emboîtés des xénophobies d'État greffées d'allophobies plus ou moins spontanées, encouragées ou fortifiées. De nombreuses dictatures se maintiennent et réussissent à éliminer leur opposition politique sans encourir l'opprobre international en affichant leur concours à la chasse à « l'étranger internationalisé », présentement revêtu des habits du terroriste musulman (Kepel 2015).

Si l'on replace cette configuration dans une perspective historique courte, en particulier à la période coloniale, elle montre de profondes transformations des images de l'altérité. Les empires coloniaux exerçaient sur des Autres considérés comme biologiquement inférieurs leur oppression à coups de répression, d'exploitation et de travail forcé, mais aussi avec l'hypothétique mission à visée légitimatrice d'éducation, même si l'écrasement des rébellions et les assassinats politiques faisaient vite oublier cette « fonction civilisatrice » plus ou moins virtuelle. Quelques colonisés modèles accédaient à des postes importants dès lors qu'ils restaient dans ce registre de la « copie » du colonisateur, représentant la valeur suprême. L'imitation animait les mécanismes sociaux, économiques, politiques mais aussi symboliques : ainsi les théâtres médiumniques de la possession par les esprits pouvaient aussi mettre en branle de telles machines idéelles (Althabe 2002). Les décolonisations se sont efforcées de s'attaquer à ces rouages de la reproduction et de l'aliénation en réenluminant les altérités bafouées et niées sous la forme d'identités glorifiées sans néanmoins parvenir à échapper aux symétries et inversions assujettissantes des rapports entre égaux et inégaux. Les années soixante-dix ont consécutivement vu éclore des mythifications de l'altérité, portée d'autant plus aux nues qu'elle s'inscrivait au plus loin de la société occidentale industrielle, développementaliste, consommatrice, mais aussi démocratique avec ses élections estimées comme des pièges de masse. Les modes de vie, de pensée et de construction politique d'Autres lointains, délibérément étrangers au monde capitaliste, sans État ni surplus, ne connaissant ni l'obligation du travail, ni la frustration sexuelle, ont façonné des rêves d'alternatives totales, aidés par quelques anthropologues (Clastres 1972). La positivité de l'altérité, avant-garde d'un monde autre et meilleur, s'est par la suite rapidement effondrée comme un château de cartes devant les premières lézardes de la croissance. La magnificence de la différence s'est évaporée en quelques années mettant en scène les inégalités dans toute leur splendeur et appelant d'autres traitements idéologiques.

Hierarchisations imaginaires

Ainsi dans le milieu des années soixante-dix l'anthropologue (Selim 1979) qui s'immergeait dans une cité HLM de la banlieue nord de Paris en tentant d'y appliquer les méthodes de l'ethnologie, découvrait un paysage déjà très inquiétant. Tout d'abord enthousiasmés par leurs appartements vastes et neufs, les gens qui avaient quitté leurs taudis parisiens, déchantaient d'autant plus que l'augmentation du montant des charges et des transports s'ajoutait déjà à leurs craintes justifiées du chômage. Mais leur perception d'être assignés à résidence et d'avoir perdu tous leurs espoirs d'ascension symbolique se nourrissait surtout du sentiment de devoir partager l'espace résidentiel avec des « étrangers ». « L'étranger », figure proprement imaginaire, hantait chacun, quels que soient son lieu de provenance et sa nationalité, signifiant un retour à l'infériorité à laquelle on croyait avoir échappé. Dans cette population – qu'à l'époque on qualifiait dans les sciences sociales de pluriculturelle, la multiculturalité étant alors considérée comme une valeur positive – toute famille était susceptible de se voir assimilée à « l'étranger » et il était toujours possible de trouver plus étranger que soi. Les unités d'interconnaissance – matérialisées dans les cages d'escalier de tailles variées – s'offraient ainsi au regard comme des scènes de communication extrêmement tendues par les échanges généralisés d'accusations qui les soutenaient et qui s'adossaient à une volonté d'hyperhiérarchisation des acteurs selon leur position en regard de « l'étranger », pôle négatif certifié. Se hissant au sommet de la hiérarchie, les militantes de l'amicale des locataires, originaires des quartiers populaires parisiens, trônaient, stigmatisant les uns et les autres et cherchant à assurer leur suprématie sur les familles acculées à figurer « l'étranger ». Les hiérarchisations fluctuaient au gré des rivalités et de leurs succès à parvenir à être le plus proche du « non-étranger » et le plus loin possible de « l'étranger ». La domination prenait pour objet la conduite des enfants, c'est-à-dire la capacité des parents à assurer leur autorité sur leur progéniture. La dégradation matérielle de la cité – dans laquelle étaient lues la perte d'identité et la chute sociale – était en effet attribuée aux comportements des enfants et à l'irresponsabilité de leurs parents. L'adhésion à la norme familiale manifestée dans des signes ostentatoires, permettait de monter dans l'échelle hiérarchique locale en donnant des gages de soumission concrets puisque « l'étranger » était, d'un côté, avant tout conçu comme dépourvu d'ordre familial, de l'autre, pourvu d'une solidarité familiale magmatique, voire confusionnelle, qui suscitait l'envie dans la situation de détresse et d'isolement ressentis. Ces univers vacillants étaient peuplés par des femmes, pourtant les hommes en étaient intégralement partie prenante à leur retour le soir au domicile et les altercations verbales, les refus de salutations, les

évitements des regards, les dénonciations sur les cahiers tenus par les gardiens témoignaient de leur participation active à ces procès permanents, répétés, épuisants faisant de chaque famille une accusée potentielle ou réelle. Dans ce contexte de déréliction allophobique, les habitants issus des couches ouvrières parisiennes et provinciales, n'avaient plus comme bien commun que cet infini désir de bannissement de « l'étranger », par lequel ils tentaient de sauver les dernières miettes de leur identité, cassée par les processus en jeu de relégation sociale, économique et politique allant à l'encontre de leurs espérances. Sur « l'étranger » avec lequel ils cohabitaient, ils apposaient le phantasme de la misère passée dans laquelle ils redoutaient de retomber : leur vote pour le Front national n'a depuis cessé d'en témoigner.

Si après avoir défrayé régulièrement la chronique, 40 ans après, la cité étudiée a fait l'objet d'un reportage télévisé en faisant un cas exemplaire de « non droit », de « trafics » et de climat de « terreur ¹ », de telles configurations sont désormais devenues banales dans les périphéries urbaines, abandonnées à elles-mêmes et considérées quasiment comme des zones entièrement étrangères face auxquelles les qualificatifs d'inégalités multiples paraissent bien faibles.

Substantialisations ethnicistes des inégalités

Le concept d'ethnicisation (Althabe, Selim 1986) a, dans un premier temps, été utilisé pour rendre compte de tels types de rapports sociaux prenant pour assise non plus le statut social mais la représentation de l'altérité, l'altérité étant logée alors dans le vocable d'« ethnie » ou d'« ethnicité ». L'accent mis sur la dimension processuelle de la transformation de la base des rapports sociaux était censé souligner l'acception de construction sociale de ces vocables à l'encontre des conceptions essentialistes. D'un usage répandu pendant quelques décennies, le concept d'ethnicisation était néanmoins loin d'être complètement satisfaisant et l'on peut faire l'hypothèse qu'une partie de son succès tient à la concrétude qu'il suggère et à l'agglutination anoblissante qu'il inscrit entre le langage des sciences sociales et la langue, entre autres, des habitants de la cité HLM : ces derniers évoquaient déjà les « ethnies » qui les « envahissaient », tout comme d'ailleurs les journalistes qui la filmaient en y apposant le commentaire de « 80 ethnies ». Quelques décennies plus tard, le concept d'ethnicisation a, chez de nombreux chercheurs, laissé place à ceux de racialisation/racisation, là encore dans la volonté d'être le plus fidèle possible à la nature des phénomènes sociaux. Corollairement, cette évolution des catégories dites scientifiques, s'est alignée sur la transformation des

1. *L'Humanité*, 30-11-2007.

usages communs. Après avoir été proscrits dans l'après-guerre et exclus de la scientificité, un ensemble de mots porteurs d'inégalités irréfragables ont réapparu dans la période récente, empruntant parfois au vocabulaire colonial – comme indigène – mais surtout collant à une appréhension immédiate de l'altérité. Ainsi, en va-t-il du terme de race d'un emploi courant désormais, tout comme ceux de couleur (de la peau), d'ethnie, de religion et d'origine pour présenter un individu ou une collectivité. L'abandon des catégories sociales (classe, statut, éducation, profession, etc.) et politiques (nationalité) a donné la voix à des notions dont les deux caractéristiques principales sont d'un côté la prééminence de la « visibilité », de l'autre, le postulat de la substantialité. Ces notions, tout à la fois primitivistes et primordialistes, posent – dans une conception antihégélienne – que le « réel » est « visible » et que seul ce qui est « visible » est « réel ». Par là elles rejoignent tout à la fois les perceptions qui prévalent dans le monde anglo-saxon et latino-américain, mais aussi elles marient harmonieusement avec efficacité et bénéfice les visions doxiques des couches inférieures et les nouveaux modes d'expression estimés « réalistes » d'une frange de la recherche scientifique. Ce primat de la « visibilité » – qui annule tendanciellement médiations idéelles, distanciations intellectuelles et réflexivité conceptuelle – contribue néanmoins à la propagation des fixations ethnicistes et racialistes qui se présentent comme des attributs idéologiques de la globalisation et effacent la question des inégalités économiques. Ainsi, la question sociale serait-elle aujourd'hui devenue « raciale » en France comme ailleurs, dans le cadre de l'expansion d'un marché global de la revendication et de la reconnaissance identitaires fondées sur les appartenances originaires, fonctionnant sur le mode prescriptif, dans l'abandon de perspectives de réduction des inégalités.

Attardons-nous un instant sur les débats qui entourent en particulier les notions de race et de couleur (de la peau) et qui piègent immanquablement l'interlocuteur plein de bonne volonté. En effet, l'assertion que la volonté politique d'égalisation de tous aurait finalement abouti à masquer les discriminations fondées sur des « traits distinctifs », est assénée dans la période présente avec une force suspecte de part et d'autre. Sous une forme qui en vient à s'apparenter à un slogan, on plaide avec une répétition permanente pour le retour de l'évidence de la race – blanche et noire en tout premier lieu – forçant la culpabilisation sur le motif du « retard » de la France et de l'obligation morale, où elle se trouverait, d'adopter enfin les règles de catégorisation en usage dans l'ensemble des autres pays. L'argumentation *in fine*, vise à convaincre que l'acceptation de la notion de race permet de reconnaître les torts faits aux acteurs auxquels elle s'applique, et surtout d'adopter de nouvelles politiques favorisant une égalité de fait. Ceux qui tenteraient de résister à une telle rationalité implacable sont assimilés à des sortes de « réactionnaires » d'un nouveau type, nuisibles dans

la mesure où ils refuseraient de regarder en face la « réalité » sous sa forme incontestable, apodictique. Se profile ainsi un pan d'unification du monde par le biais d'une grammaire catégorielle unique assignant aux acteurs individuels et collectifs des identités précises et répertoriées souvent mentionnées dans leur passeport. Cette nouvelle généralisation des catégories d'appartenance, qui occulte la question des inégalités socio-économiques et qui accompagne au plan idéologique la globalisation capitaliste, paraît singulièrement en adéquation avec l'explosion et la démultiplication d'identitarismes en rupture qui se répandent de l'ex-URSS à l'Asie et à l'Afrique. Ils viennent inévitablement les légitimer à un niveau supérieur. De surcroît l'adoption de ces lignes de catégorisation dépasse vite les notions de race et de couleur (de la peau) pour y englober la religion, dont il devient ultérieurement très difficile pour l'individu de se débarrasser dès lors qu'elle s'inscrit dans la naissance et l'appartenance collective. Des enquêtes scientifiques utilisent sans réticence ces catégories brouillées dans leurs questionnements, parachevant les processus en cours d'imposition catégorielle et leur corollaire, l'édification d'une pluralité de figures imaginaires d'« étranger ». Le retour de la catégorie coloniale de musulman en est l'illustration ainsi que le souligne Tassadit Yacine² et l'expression de « vote musulman », calquée sur celle de « vote juif », s'est banalisée en 2015.

Ruptures différentialistes

On ne saurait s'étonner dans cette optique que la « diversité culturelle » – où se donnent à voir les « minorités visibles » – soit devenue concomitamment le thème majeur des colloques scientifiques, nourrisse les programmes des organisations internationales, devienne l'enjeu des élites politiques, et s'offre enfin comme un spectacle médiatique. Tout se passe comme si plus « l'étranger » négativé occupe les plateaux imaginaires de l'identité sur un mode offensif, plus la « diversité culturelle » s'étale comme le paradigme hégémonique de la réparation des inégalités. Devenue une référence et un objectif, la « diversité culturelle » a pour pendant l'universalité où s'engouffre l'exaltation de la république, des droits de l'homme, de la démocratie, etc., autant de valeurs d'égalité dont l'exportation et l'application s'imposeraient, quels que soient les moyens utilisés. Pris en étau entre ces deux référents, dans un schème qui implique la soumission épanouie de la « diversité culturelle » à « l'universalité », les discours spécialisés, narrations et témoignages qui se mêlent de plus en plus,

2. Bernard Hours, Monique Selim, Tassadit Yacine, 2016 : « Musulmans, sécurité, terreur », *Chimères* 88.

évoluent au mieux vers un contrôle de l'altérité, au pire vers sa disparition programmée. L'artifice que constitue l'investissement de cette matrice référentielle bipolaire apparaît notamment à l'examen de luttes récentes et des polémiques qu'elles ont suscitées.

Le projet politique de statistiques ethniques (Moutier Boutang, Selim 2015) met ainsi en scène deux camps ; d'un côté ceux qui considèrent que ces statistiques seraient un outil de défense des dites « minorités visibles » dont elles dressent le tableau des inégalités qui les affectent de plus en plus en termes d'emploi, de logement et aussi de contrôles ; de l'autre, les tenants d'une réflexion critique face à la problématique de l'identité et de ses dangers perpétuels de prescription politique, sociale et symbolique. Il importe surtout de recontextualiser le débat qui serait emblématique de la liberté de pensée dans la conjoncture actuelle marquée par la promotion étatique de l'identité nationale (*Journal des anthropologues* 2008), devenue en 2015 un étendard de secours politique après les tragiques attentats qui ont frappé la France et les ambivalences des politiques européennes oscillant entre accueil des réfugiés et coalition contre l'immigration. Replacée dans ce cadre, la polémique sur les statistiques ethniques apparaît bien le dernier élément de légitimation d'une configuration globale marquée par des inégalités saillantes dont le nouveau nom serait la production de l'étranger ; il s'agirait de séparer avec minutie et une précision politico-scientifique nationaux et étrangers, la dimension indésirable de ces derniers faisant partout et toujours plus reculer ceux qui pourraient être « désirables » c'est-à-dire avant tout économiquement rentables.

Tournons nous maintenant vers une seconde « dispute », occasionnée par la loi d'interdiction de signes distinctifs religieux à l'école qui a produit une division profonde et irréparable dans le champ féministe (*Journal des Anthropologues* 2005) et ne cesse de se redécliner dans le climat de terreur présent. Dans ce cas, contrairement au débat sur les statistiques ethniques qui entend revivifier l'idéologie égalitariste dite « républicaine », le mythe de la « république » est exalté par une partie des féministes pour appuyer l'État, certaines d'entre elles se situant dans la mouvance essentialiste qui considère la féminité comme un ensemble de qualités indéniables. Le féminisme d'État universaliste qui s'est ainsi dessiné a été utilisé pour le mieux dans l'aveuglement de protagonistes mais aussi sans vergogne par la classe politique pour circonscrire le personnage de l'étrangère menaçante – pièce relativement manquante jusqu'à des temps récents – la jeune fille voilée, sa consœur en burqa, alliées potentielles de l'islamisme politique et du terrorisme. L'appartenance religieuse s'est ainsi fondue dans le prisme catégoriel où s'amalgament race, couleur de la peau, ethnie, etc., l'enrichissant indéniablement par sa féminisation. Ces deux polémiques illustrent ainsi le renfort apporté avec d'excellentes intentions à des

entreprises nationales d'édification d'un imaginaire négatif de l'étranger – où désormais les femmes étrangères s'inscrivent pleinement – s'offrant en réceptacle pour des identités individuelles et collectives malmenées. La globalisation idéologique semble s'appuyer sur une multitude d'entreprises similaires qui ont pour efficacité de marier harmonieusement les politiques xénophobes d'État et les allophobies des populations en déshérence, épuisées par les inégalités qui les enfoncent dans l'infériorité et contemplant de loin les nouveaux héros du capitalisme mondial entourés de luxe.

De telles alliances idéologiques plus ou moins inconscientes conduisent à porter plus d'attention aux ressorts sous-jacents des luttes contre la xénophobie et les discriminations. Notons tout d'abord que celles-ci concentrent leurs forces sur la xénophobie d'État et considèrent que la xénophobie est une création d'appareils politiques d'État qu'il faut combattre. Sur l'allophobie partagée par une large partie de la population sont posés un voile pudique, une occultation certaine ou encore la volonté de laver de toute culpabilité les couches laborieuses et inférieures. Ignorer que l'allophobie est aussi une production interne d'acteurs variés, qui ont leurs logiques propres, induit à revenir à une conception révolue du sujet, comme simple marionnette façonnée par les structures politiques et économiques. Appliqué à la xénophobie, ce schème simplificateur de la domination affaiblit malgré lui les luttes condamnées à rester extérieures aux modes de subjectivation des gens. Dans ce contexte, les perspectives morales et universalisantes qui imprègnent la militance antixénophobe, brossant des vignettes du bien et du mal, paralysent potentiellement la réflexion et rendent l'action inefficace. L'anthropologie – dont le mode de production de la connaissance est fondé sur l'immersion dans un tissu de relations interpersonnelles et l'analyse de la fonction miroir de l'anthropologue – aurait vocation à mieux déchiffrer ces paysages sombres où la haine allophobique tient lieu d'étendard identitaire et de masque au sentiment de ne pouvoir jamais amoindrir les inégalités qui affectent le sujet. Les configurations de rapports sociaux et politiques qui débouchent sur ces expulsions imaginaires de l'Autre sont multiples et aucun déterminisme causal univoque ne peut en effet être invoqué. À un autre niveau, dans des situations collectives où l'allophobie est solide et majoritaire, les fils intérieurs qui amènent les sujets individuels à rallier l'idéologie de masse proposée et à s'y étayer ont tous leur cohérence singulière. Aucune mécanique déjà complètement décodée n'est ici à l'œuvre et d'aucuns mettent en scène des dissidences dont les mobilisations psychiques, une fois déchiffrées, seraient susceptibles de provoquer de nouveaux cheminements épistémiques et politiques face à ces désirs quotidiennement observables de voir disparaître l'Autre.

Éviter le double écueil des ontologisations différentialistes et universalistes, restituer la complexité des positionnements fluctuants face à l'altérité, réappareiller productions politiques et subjectives, déculturaliser et dénaturer les effigies de l'Autre, appréhender comment l'hétérophobie n'est pas un simple appareil idéologique d'État mais aussi une coproduction des acteurs s'impose dans la configuration actuelle où la sortie des inégalités paraît de plus en plus lointaine à une multitude de gens cherchant des appuis symboliques à leur enfermement dans une position inférieure. Dans les temps globalisés présents, se met en scène une rebiologisation de l'Autre, de la femme, du fou, du pauvre, transformés en avatars génétiques. Parce que ces opérations de réification par l'origine (Beauchemin, Hamel, Simon 2016) et la condition existentielle cristallisent des défenses sécuritaires contre les flux de populations mais aussi de biens matériels et idéels entraînés par la globalisation, il importe de démasquer et de neutraliser ces offres abusives de sécurité en trompe-l'œil qui alimentent les marchés de l'identité et fortifient dans l'imaginaire des inégalités supposées irréparables. Et cela afin de conjurer la prophétie sombre de Rosa Luxemburg : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme, ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. » (Luxemburg, 1915).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALTHABE Gérard, 2002 : *Oppression et libération dans l'imaginaire*, Paris, La Découverte.
- ALTHABE Gérard, SELIM Monique, 1986 : « Production de l'étranger », in *Vers des sociétés multiculturelles : études comparatives et situation en France*, actes du colloque international de l'AFA, Paris 9, 10, 11 janvier 1986, Orstom, p. 379-382.
- BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle, SIMON Patrick (ed.), 2016 : *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, INED, coll. « Grandes enquêtes ».
- CLASTRES Pierre, 1972 : *La société contre l'État*, Paris, Éditions de Minuit.
- KEPEL Gilles, 2015 : *Terreur dans l'hexagone*, Paris, Gallimard.
- JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES*, 2008 : « Identités nationales d'État », n° hors série.
- JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES*, 2005 : « Éducation, État, Religion », n° 100-101.
- LARCHER Syliane : « Troubles dans la race », *L'Homme et la Société*, n° 198, 2015/4.

LUXEMBURG Rosa, 1915 : *La crise de la social-démocratie, socialisme ou barbarie ?* <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/>

MOULIER BOUTANG Yann, SELIM Monique, 2015 : « Contrer ou promouvoir l'ethnicisation par les statistiques ? », *Multitudes*, n° 59, p. 114-119.

SELIM Monique, 1979 : *Rapports sociaux dans une cité HLM de la banlieue nord de Paris. Le Clos Saint-Lazare à Stains*, Paris, EHESS, <http://tel.archives-ouvertes.fr>

Selim Monique (2016)

Globalisation des inégalités et production de l'étranger

In : Castelli Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). *Réparer les inégalités ?*

Paris : L'Harmattan, p. 293-302. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-343-08948-5